

# DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

**CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023**

VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Université de Reims Champagne-Ardenne

Master Droit de l'environnement et de l'urbanisme	
<b>Caractérisation de la formation</b>	
<b>Intitulé de la formation</b>	Droit de l'environnement et de l'urbanisme (nomenclature nationale)
<b>Type de cursus</b>	Master
<b>Parcours</b>	Droit privé et public de l'environnement
<b>Lieu(x) de la formation</b>	Campus Croix Rouge (Reims)
<b>Évolution de la formation</b>	<p><del>(1) Renouveaulement à l'identique</del></p> <p><del>(2) Renouveaulement avec restructuration légère : notamment, changement d'intitulés de parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture), changement de contenus de formation</del></p> <p><del>(3) Renouveaulement avec restructuration importante : notamment, modification du nombre et de l'organisation des parcours (ou mentions pour les formations du domaine de la culture)</del></p> <p><b>(4) Création issue d'une restructuration</b></p> <p><del>(5) Création ex nihilo</del></p>
<b>Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation</b>	
Sans objet	
<b>Évolution du projet de la formation</b>	

Le master Droit de l'environnement et de l'urbanisme prendra, dans l'offre de formation, la place du parcours Coopération et développement durable en Afrique et au Moyen-Orient. Cette création issue d'une restructuration permet ainsi de mieux identifier la « coloration environnementale » de ce diplôme, afin de renforcer la lisibilité de l'offre de formation.

**Cohérence et complémentarité avec les formations voisines :** le master Droit de l'environnement et de l'urbanisme est complémentaire avec les formations voisines en ce qu'il s'agit d'un master transverse, alliant droit privé et droit public de l'environnement. En ce sens, il reposera, au niveau M1, sur des enseignements mutualisés avec les masters de droit public (Droit public, Droit public des affaires, Droit des collectivités territoriales, Droit international) et de droit privé (Droit privé, Droit notarial notamment). Cette création inscrit cette nouvelle formation dans la continuité de la licence, laquelle proposera en L3 un enseignement d'introduction au droit de l'environnement, et permettra ainsi aux étudiants de la formation de se spécialiser dans ce domaine, dans une approche transversale.

**Adossement de la formation à la recherche :** Le master sera adossé à la fois au centre de recherche droit et territoire (CRDT), centre de recherche en droit public, et au centre de recherche sur l'efficacité juridique des systèmes continentaux (CEJESCO) centre de recherche en droit privé et histoire du droit. Cette double affiliation permettra ainsi de nourrir la transdisciplinarité du diplôme et de la recherche dans son domaine scientifique. Les étudiants devront, au niveau M2, réaliser un mémoire de recherche. Ce domaine de spécialité s'inscrit par ailleurs plus largement dans les axes stratégiques de recherche de l'établissement (notamment avec la bioéconomie) et de la MSHS, dans ses axes 1 (Crise, transition et conflictualité) et 2 (Territoires et organisations).

**Prise en compte des besoins socio-économiques du territoire :** L'environnement étant au cœur de la transformation sociale du XXI<sup>e</sup> siècle, les besoins en juristes spécialisés en droit de l'environnement sont forts, y compris sur le territoire champardennais, que ce soit auprès des acteurs publics (collectivités territoriales notamment) que privés (les entreprises, y compris dans le secteur viti-vinicole sont en effet incitées à devenir des acteurs de la transition écologique).

**Préparation à l'insertion professionnelle :** Le stage sera obligatoire et des enseignements seront dispensés par des professionnels spécialisés (juristes et avocats spécialisés en droit de l'environnement notamment).

**Organisation pédagogique :** Une approche par compétence sera mise en œuvre, ainsi qu'un comité de perfectionnement annuel.

**Flux attendus :** 20 étudiants en M1 ; 20 étudiants en M2.

**Débouchés :** Les professions visées sont les suivantes : juriste spécialisé en droit de l'environnement ; avocat ; juriste en collectivité territoriale ; fonction publique et haute fonction publique. La multiplication des services spécialisés en environnement au sein de la magistrature ou de la police par exemple permettra aussi d'offrir des postes aux diplômés du master.